

Un an de pandémie mondiale : impacts sociaux, économiques financiers, stratégiques, énergétiques pour le continent Africain

La pandémie mondiale de la COVID est entrée dans sa deuxième année, bouleversant au passage la plupart des économies du monde, et la plupart des ressorts de nos sociétés – santé, emploi, migrations. Le continent africain semble avoir été moins frappé, toutefois les impacts sociaux sont importants. Parallèlement, les dynamiques de développement ont été ralenties, voire modifiées.

Quatre conférenciers fin connaisseurs de l'Afrique ou des Afriques ont partagé leurs réflexions sur cette thématique :

- **Roland Pourtier**, professeur des universités, Université de Paris Panthéon-Sorbonne et membre de l'Académie des Sciences d'Outre-mer :

La situation géopolitique, socio-économique du continent dans la pandémie

- **Ousseynou Nakoulima**, directeur de l'International Finance Corporation / Banque Mondiale pour l'Europe de l'Ouest :

L'impact sur les perspectives de développement, le financement et le rôle des institutions financières

- **Philippe Copinschi**, Professeur à Sciences Po :

La situation énergétique en Afrique après un an de pandémie, impact sur les projets énergétiques en développement, impact sur les trajectoires de développement

- **Jean-Pierre Favennec**, Président de l'ADEA



Roland Pourtier, géographe, a effectué un vaste tour d'horizon de la situation géopolitique, et socio-économique de L'Afrique dans le contexte de la pandémie. Le continent africain semble avoir été moins touché globalement que le reste du monde, avec environ 100 000 décès, soit 4% des fatalités mondiales alors qu'il représente 15% de la population. Ces chiffres doivent être considérés avec précaution, les études sur le terrain semblent moins bonnes. Toutefois, la catastrophe annoncée n'a pas eu lieu.

La jeunesse de la population de l'Afrique (3% de la population ayant plus de 65 ans contre 19% en Europe) et le climat pourraient en être les facteurs essentiels.

La pandémie de la COVID 19 ne crée pas une situation nouvelle estime Roland Pourtier car elle se rajoute à toute une série de maladies infectieuses endémiques (paludisme, bilharziose, maladie du sommeil) d'épidémies (sida, Ebola) et de maladies réémergentes (tuberculose, rougeole). Il faut d'ailleurs garder à l'esprit la très grande diversité du continent estime Roland Pourtier, L'Afrique se décline au pluriel. Sahara, Sahel, savanes, forêts équatoriales, pays d'altitude etc, chaque sous-ensemble géographique a ses spécificités environnementales et humaines, des ressources et des densités de population contrastées.

Les conséquences socio-économiques de la COVID se traduisent différemment pour les économies rurales, elles-mêmes différenciées

notamment entre Afrique des « paniers » (bananes, manioc) et Afrique des greniers (céréales), et pour les économies urbaines.

Toutes ces économies sont affectées par la diminution des transferts d'argent de la diaspora, ainsi que par la réduction des ressources générées par le commerce transfrontalier. Sans filet de sécurité, à la différence des pays du Nord, les tensions sociales montent, notamment au sein d'une jeunesse dont l'avenir est assombri.

Les économies les plus mondialisées du continent africain sont les plus touchées, à commencer par les pays fortement dépendants du tourisme (Égypte, Maroc, Tunisie ...). Les économies rentières sont elles aussi impactées par

>> Tour d'horizon géopolitique et socio-économique...

l'effondrement du cours des matières premières consécutif au ralentissement de l'économie mondiale, mais de façon très inégale (les cours du cacao par exemple se maintiennent favorablement). Cette vulnérabilité des économies rentières est toutefois bien antérieure à la pandémie note Roland Pourtier.

Une véritable « diplomatie du vaccin » se met en place actuellement. A la livraison de vaccins par la Chine et la Russie, l'initiative occidentale « Covax », sous l'égide de l'OMS, a répondu avec un léger temps de retard, le Ghana étant le premier Etat bénéficiaire d'un programme qui devrait s'étaler jusqu'en 2022.

En conclusion, Roland Pourtier estime que la pandémie n'a pas fondamentalement changé la situation du continent qu'il s'agisse des conflits qui n'ont pas été mis en sommeil, du développement qui reste à accélérer et enfin des retards de la transition démographique où la situation en particulier en Afrique tropicale (fécondité supérieure à 5 enfants par femme) constitue un frein au développement.



Ousseynou Nakoulima, directeur de l'International Finance Corporation (Banque Mondiale) pour l'Europe de l'Ouest a analysé les impacts de la pandémie sur les trajectoires de développement et sur leur financement.

La crise internationale liée à la pandémie a été un coup de frein sur les trajectoires des pays en développement en termes de croissance avec des conséquences sur leur niveau d'endettement (en hausse de 10 points sur un an) et

sur la vie de leur population (la Banque Mondiale estime qu'il y a eu 70 millions de personnes en plus vivant sous le seuil de la pauvreté en 2020).

Les pays pauvres et les marchés émergents n'ont pas eu les moyens des pays avancés pour soutenir leurs économies. De ce fait, un moratoire sur leurs dettes s'est avéré nécessaire pour faire face. De la même façon, une restructuration des dettes des entreprises sera incontournable et il faudra mobiliser du capital pour atténuer la situation.

Il est préoccupant de voir cependant que le flux des investissements en equity vers les pays émergents a diminué de 42% en 2020 par rapport à leur niveau de 2019.

Pour soutenir ses clients pendant la crise, l'International Finance Corporation (IFC) filiale de la Banque Mondiale a engagé 8 milliards de dollars de lignes de liquidités dont 75% via les banques. Nous sommes justement en train de passer à une seconde phase de soutien à plus long terme en fournissant du capital. Il faudra saisir cette occasion pour faciliter une reconstruction plus résiliente, reposant sur des standards de gouvernance élevés et faisant un usage approprié de la digitalisation.

Dans la situation actuelle, il faut privilégier l'augmentation du capital et non pas l'endettement estime Ousseynou Nakoulima.



Jean-Pierre Favennec, président de l'ADEA a passé en revue les grands projets énergétiques en Afrique Sub Saharienne et évalué l'impact de la

pandémie sur ces projets.

Au Sénégal et en Mauritanie le projet Grand Tortue Amheyim qui vise à produire dans un premier temps 2,5 MTPA (millions de tonnes par an) de GNL vers 2022 est d'ores et déjà décalé d'un an. Les phases 2 et 3 de ce projet prévues initialement pour passer à une production totale d'environ 10 MTPA entre 2026 et 2030 semblent également revues à la baisse et de nouveaux concepts de développement sont à l'étude. La pandémie retarde également les importants projets de Gas to Power au Sénégal qui visent à produire de l'électricité à partir du gaz naturel et à convertir les centrales existantes du fuel oil lourd au gaz naturel. Le gisement Yakaar pourrait être utilisé pour l'alimentation des centrales de la région de Dakar.

Toujours au Sénégal, le gisement Sangomar devrait produire ses premiers barils de pétrole en 2023 (retard d'un an). En Mauritanie le développement de l'énorme gisement Marsouin est toujours à l'étude.

Le Ghana poursuit la croissance de sa production pétrolière à partir des gisements Jubilee, TEN et Sankofa. Des quantités importantes de gaz associé sont disponibles et devraient permettre de produire suffisamment d'électricité dans un pays qui dispose en outre de la production hydraulique du barrage d'Akosombo et d'une alimentation en gaz naturel par le West African Gas Pipe Line construit en 2005 pour alimenter plusieurs pays et en particulier le Ghana et la centrale de Takoradi en gaz de la région du delta au Nigeria. Il est vrai que les quantités transportées sont limitées. Mais des difficultés diverses semblent

conduire le Ghana à privilégier l'installation d'un FSRU (Floating Storage Regasification Uni) appelé à recevoir du GNL.

Au Nigéria, la production reste à peu près constante. Les larges réserves du pays permettent de mettre en production de nouveaux gisements qui compensent les pertes de production par ailleurs.

En Angola, deuxième géant pétrolier de la région la situation est complexe et la production diminue lentement faute probablement d'investissements suffisants.

En Afrique de l'Est la situation est dominée par les énormes réserves de gaz découvertes au large du Mozambique et de la Tanzanie, en particulier par l'ENI, Anadarko et Statoil). Après « réagencement » des participations plusieurs grands projets, avec des investissements colossaux qui pourraient dépasser 100 Milliards de dollars sont prévus : projet Total, sans doute le plus avancé (Final Investment Decision prise), projet Exxon Mobil (FID en attente), projet ENI (basé sur un FLNG), projet Tanzanie. Tous ces projets seront sans doute retardés aussi bien par la pandémie que par la reprise d'actions terroristes dans la région.

Autre projet important : la production d'huile en Ouganda. Cette huile découverte par Tullow est actuellement développée par

Total et CNOOC. Le projet de pipe-line Tilenga – Tanga permettra d'exporter le brut Ougandais Jean-Pierre Favennec conclut son exposé en :

- Détaillant la situation difficile du raffinage en Afrique : fermeture des raffineries de la cote Est, concurrencées par les grandes raffineries d'Arabie Saoudite et d'Inde, situation très difficile en Afrique du Sud avec deux raffineries sur 4 fermées, situation difficile en Afrique de l'Ouest où l'on attend toujours le démarrage de la raffinerie Dangote.

- Insistant sur les progrès en matière de constructions de nouvelles unités de production électrique (barrage Renaissance en Ethiopie, nombreuses centrales solaires dans plusieurs pays).



Philippe Copinschi, enseignant à Sciences Po a décrit l'ancien schéma d'un continent africain grand réservoir de ressources naturelles dans lequel on peut puiser et exploiter. Ce schéma semble se reproduire avec l'importante présence de la Chine aujourd'hui.

Il semble toutefois y avoir changement progressif de vision et de discours sous le double effet de l'évolution démographique et des attentes pour réserver prioritaire-

ment l'accès énergétique aux populations locales.

L'accès à l'électricité reste inférieur à 50% en Afrique subsaharienne malgré les efforts importants ces dernières années pour développer les infrastructures énergétiques. L'Afrique subsaharienne reste toujours très dépendante de la biomasse pour couvrir certains besoins domestiques de base (cuisson).

La stratégie de base des investisseurs étrangers reste la maîtrise de la ressource et l'exportation, ce qui restreint les projets de valorisation régionale visant à transformer le gaz en électricité ou le pétrole en produits consommés.

Quelques pays comme le Ghana semblent réussir leur stratégie pour développer un accès universel à l'électricité passé de 44 à 80 % en quelques années, le Sénégal et le Rwanda sont également engagés dans la même voie.

La pandémie a cependant stoppé cet élan et on dénombre déjà 13 millions de personnes supplémentaires sans accès à l'électricité l'année dernière et davantage si l'on tient compte des impayés ayant entraîné les coupures d'accès (30 millions selon certaines estimations). On note également un tarissement du financement de nouveaux projets, car la capacité d'emprunt de nombreux états du continent s'est beaucoup dégradée.

Contacts

- Jean-Pierre Favennec - président - Tel : 33 (0)6 08 49 19 15
jpfavennec@yahoo.fr
- Philippe Lambert - vice président - Tel : 33 (0)6 07 36 56 33
philippehlambert@gmail.com
- Latifa Hanifi - Secrétariat - Tel : 33 (0)1 47 16 97 92
latifa.hanifi@bestcap.fr

